



N° 13425*03

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDES A L'INSTALLATION

Règlement (CE) n° 1698/2005 du 20 septembre 2005

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information (cerfa 51195#02).
Transmettez l'original à la Direction Départementale des Territoires ou à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____

Date de réception : ____/____/____

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : _____
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : _____
Concerne uniquement les agriculteurs

Aucun numéro attribué

CIVILITE : Madame Mademoiselle Monsieur

NOM de naissance du demandeur : _____

NOM d'usage du demandeur : (le cas échéant) _____

Prénom : _____

Date de naissance : ____/____/____

Nationalité : _____

Situation familiale : _____

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues de la DDT ou DDTM

Adresse :

Code postal : ____ Commune : _____

☎ : _____

✉ : _____

N° de télécopie : _____

Mél : _____

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Ne pas compléter si ces caractéristiques sont déjà connues de la DDT ou DDTM

a) Compétence professionnelle

DIPLÔME du demandeur : _____

Formation pour l'acquisition progressive du diplôme de Niveau IV : Oui Non

Plan de professionnalisation personnalisé validé par le Préfet : Oui Non Sans objet

Ou stage d'application effectué ¹: Oui Non Sans objet

Stage préparatoire à l'installation effectué : Oui Non Sans objet

¹ candidats à l'installation qui ont effectué ou débuté leur parcours à l'installation avant le 15 janvier 2009, ces parcours réalisés dans ces conditions restant valables pendant douze mois à compter de la date de leur validation par le préfet.

Revenu disponible agricole prévisionnel de l'exploitation au terme du plan² : _____ €

Revenu professionnel prévisionnel non agricole du demandeur au terme du plan³ : _____ €

Contexte d'installation : Cadre Familial Hors Cadre Familial

Date prévisionnelle d'installation : ____/____/____ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES

Le programme prévisionnel des investissements est inclus dans le dossier de présentation du Plan de développement

Montant total des investissements prévus au plan de développement _____ €

FINANCEMENT DU PROJET

Montant cumulé des prêts MTS-JA sollicités : _____ €

Avez-vous demandé un complément de DJA dans le cadre du PIDIL (auprès de Collectivités territoriales) ? Oui Non

Avez-vous demandé d'autres aides dans le cadre du PDRH (PMBE, PVE, PPE autres) ? Oui Non

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande à bénéficiaire de :

- l'octroi de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs qui peut être cofinancée par l'UE ou d'autres financeurs
- l'attribution de prêts à moyen terme spéciaux afin de financer le programme d'investissements précisé dans le plan de financement dont la bonification peut être cofinancée par l'UE.

Je déclare :

- envisager de m'installer en qualité de chef d'exploitation,
- ne pas avoir bénéficié des aides à l'installation en France ou dans un autre pays membre de l'Union européenne.

Je reconnais :

- avoir élaboré le plan de développement de mon exploitation ci-joint sous ma propre responsabilité.

Je m'engage, sous réserve de l'attribution des aides :

- à m'installer et travailler personnellement sur l'exploitation avant l'âge de 40 ans, dans un délai d'un an à compter de la décision préfectorale m'accordant les aides à l'installation :
- à titre principal à titre secondaire
- à exercer une activité professionnelle en qualité de chef d'exploitation agricole pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la date de mon installation,
- à réaliser le suivi technique, économique et financier prescrit par la décision d'octroi des aides (le cas échéant),
- à tenir pendant 5 ans une comptabilité conforme aux normes du plan comptable agricole. En cas d'installation sociétaire, la société se substitue au jeune pour la tenue de cette comptabilité de gestion,
- à effectuer les travaux de mise en conformité des équipements repris qui sont exigés par la réglementation relative à la protection de l'environnement dans un délai de trois ans à compter de la date d'installation,
- à satisfaire aux normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux dans un délai de trois ans à compter de la date d'installation,
- à informer l'autorité de gestion des changements intervenant dans la mise en œuvre de mon projet (modification technico-économique, diminution du revenu agricole dans le revenu professionnel global, évolution du nombre d'actifs sur l'exploitation, réorientation des investissements, changement du statut juridique de l'exploitation...) et à conserver les justificatifs originaux liés à l'octroi des aides,
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, pendant la durée des engagements,
- en cas de bénéfice des aides FEADER, à apposer sur un bâtiment de mon exploitation une plaque signalant que j'ai bénéficié de fonds européens pour réaliser mon installation.

Je m'engage, sous réserve de l'attribution des aides et, en fonction de ma situation :

à exercer une activité professionnelle en qualité de chef d'exploitation agricole et à conserver l'investissement objet du prêt MTS/JA pour un usage identique pendant 5 ans à compter de la réalisation de mon dernier prêt MTS/JA,

en cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle, à suivre une formation complémentaire afin de justifier d'un diplôme de niveau égal ou supérieur au baccalauréat professionnel option « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou brevet professionnel option « responsable d'exploitation agricole » dans un délai de

2

A compléter à l'aide du plan de développement

3

Montant après abattement des revenus professionnels non agricoles (BIC, BNC...) figurant dans l'avis d'imposition

trois ans à compter de la date d'installation et à transmettre à l'autorité de gestion ce diplôme ou l'attestation du suivi de la formation (si le diplôme n'a pas été obtenu).

J'atteste sur l'honneur :

- que je n'ai pas sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet d'installation,
- que j'ai pris connaissance des points de contrôle,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement assorti de pénalités financières et le déclassement des prêts MTS-JA sera prononcé, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur et des associés exploitants en cas d'installation sociétaire :

PIECES FOURNIES

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à [guichet unique]	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
carte nationale d'identité ou passeport ou livret de famille tenu à jour	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de développement de l'exploitation (PDE)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
copie du diplôme, ou attestation d'équivalence du diplôme délivrée par la DRAF/SRFD ou par la DGER, ou attestation de validation de ses acquis professionnels (VAP) délivrée par l'autorité académique	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
attestation de stage préparatoire à l'installation ⁽¹⁾	candidats à l'installation qui ont effectué ou débuté leur parcours à l'installation avant le 15 janvier 2009, ces parcours réalisés dans ces conditions restant valables pendant douze mois à compter de la date de leur validation par le préfet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
attestation de réalisation de stage d'application ou validation partielle ou totale ⁽¹⁾	candidats nés à compter du 1er janvier 1971 qui ont effectué ou débuté leur parcours à l'installation avant le 15 janvier 2009, ces parcours réalisés dans ces conditions restant valables pendant douze mois à compter de la date de leur validation par le préfet.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
lettre de demande motivée en cas de capacité professionnelle progressive ou justificatif de force majeure	Candidats bénéficiant du dispositif acquisition progressive du diplôme de niveau IV	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de professionnalisation personnalisé établi sur 3 ans agréé par le préfet	Candidats qui suivent des formations en vue de l'acquisition progressive du diplôme agricole niveau IV	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de Professionnalisation Personnalisé validé par le Préfet	Candidats nés à compter du 1 ^{er} janvier 1971 et relevant du nouveau dispositif "PPP" remplaçant l'ancien parcours (stage 6 mois et stage préparatoire à l'installation)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lettre de la banque	Si demande de prêts MTS-JA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Carte de séjour	candidats non ressortissant de l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
copie des actes relatifs au foncier (promesse de vente, de location...) lorsque le candidat en dispose déjà	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrat précisant les conditions de remplacement (transfert des responsabilités, du travail), la durée et le rythme d'acquisition des parts si remplacement d'un associé exploitant	Candidats remplaçant progressivement un associé exploitant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
étude de marché dans le cas des petites productions	Candidats ayant une activité type "petites productions"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
fiche de situation au regard de l'affiliation à l'AMEXA si le jeune est déjà inscrit comme chef d'exploitation	Candidats déjà installés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptabilité à concurrence des 3 dernières années	Candidats déjà installés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
statuts de la société depuis leur inscription au régime des sociétés à concurrence des trois dernières années	Candidats déjà installés en société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

^(*) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT ou DDTM - le RIB. il n'est à fournir que si i vous avez plusieurs comptes et que vous souhaitez que la subvention soit versée sur un compte particulier ; dans ce cas, vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée. Une copie est acceptée.

⁽¹⁾ les attestations correspondantes sont à fournir pour les stages validés par le préfet dans les 12 derniers mois ou avant le 15 janvier 2009.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT ou DDTM.